



## **Déclaration liminaire CSAL du 29/02/2024**

Madame la présidente,

Le budget rectificatif décidé par décret pour 10 milliards d'euros d'économies de dépenses de fonctionnement est à l'image de la façon dont le gouvernement gère ses finances publiques : à chaque fois, les décisions sont prises au pied du mur, sans que les questions de fond soient posées.

Le manque de vision est flagrant. Les mesures sont inévitablement superficielles. L'ajustement de 10 milliards d'euros annoncé par Bruno Le Maire dans la précipitation pourrait réduire brutalement à néant un nombre incalculable d'heures de travail.

Dans ces conditions d'urgence, aucun dialogue social ne peut être organisé. On baissera les frais de déplacement des uns, on réduira les formations des autres, on gèlera des projets validés, on suspendra des budgets déjà examinés. Et sans aucune concertation, puisqu'il n'y a pas le temps !

Dans ces conditions, impossible d'en vouloir à quiconque : ces décisions, prises dans l'urgence sont inévitablement des côtes mal taillées qui vont nuire à la qualité de vie au travail des agents.

L'alliance CFDT-CFTC s'oppose à ces stratégies qui dégradent le dialogue social et notre État de droit.

Merci pour votre écoute.